

**Daniel Bourmaud<sup>1</sup>**

***LE CHAOS : UN MYTHE DANGEREUX ?***

Le monde du XXI<sup>e</sup> siècle est-il condamné au désordre ? La fin de la guerre froide nourrit depuis bientôt vingt ans la vision d'un système international décomposé, sans principe de régulation. Le mythe d'un nouvel ordre international, tant vanté au lendemain de l'effondrement du mur de Berlin, s'est englouti dans les sables de la première guerre du Golfe. A la force qui avait régenté les rapports internationaux dans le cadre de la bipolarité devait succéder l'empire du droit où chacun pourrait prétendre au respect de tous dans une égalité de principe. L'Etat de nature hobbesien devait être ainsi, pour la première fois, domestiqué par consentement mutuel. Cette nouvelle fin proclamée de l'Histoire n'a pourtant guère tenu face aux dures réalités du monde.

L'ordre rêvé, fantasmé, s'est estompé pour faire place à un désordre dont on peine à saisir les racines. Le monde se serait retourné<sup>1</sup>, rompant définitivement avec l'architecture westphalienne dominée par l'emprise des Etats. Désormais, le touriste et le terroriste, selon l'heureuse formule énoncée dès les années 1970 par James Rosenau, incarneraient les nouvelles figures d'un monde sans repères<sup>2</sup>. Les bons vieux principes qui balisaient les rapports internationaux seraient frappés d'obsolescence. Fini le temps des Etats-nations où les conflits se traitaient, pour le meilleur comme pour le pire, sous le duopole du diplomate et du militaire. Les tragédies n'étaient pas absentes. Elles pouvaient même conduire à l'embrasement mondial. Au moins apparaissaient-elles intelligibles, ce qui est une façon de se rassurer.

L'ordre nouveau post-bipolaire est au contraire un chaos, une anarchie non contrôlable faute d'en saisir la mystérieuse horlogerie. En est-il une d'ailleurs ? Si encore le sentiment d'un sens caché pouvait s'imposer, sans doute le chaos serait-il davantage supportable. Mais la crainte diffuse d'un « *monde privé de sens* »<sup>3</sup> ajoute au désarroi. Que faire devant un glissement de terrain dont on ne comprend ni l'origine ni la portée ? Le chaos relève en effet avant tout de la perception. Si le terme connaît aujourd'hui un tel

---

<sup>1</sup> Daniel Bourmaud est Professeur de science politique à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour.

succès, il le doit à l'incapacité de discerner une interprétation acceptable pour la communauté des analystes, qu'ils soient universitaires ou pas.

Encore convient-il de relativiser le constat. En effet, le sentiment que le monde est soudain devenu vide de sens ne traverse pas les peuples et leurs élites avec la même intensité. Le chaos, en tant que perception, n'est pas universel. Chacun, de Washington à Pékin en passant par Bamako ou Caracas, s'accorde pour reconnaître que le monde connaît un profond bouleversement, pour reprendre une formule ordinaire, qui n'épargne aucun des piliers des sociétés contemporaines : l'économie, la technique, la culture, le lien social et partant le politique connaissent un ébranlement d'une ampleur colossale. La « *grande transformation* » dont parlait Karl Polanyi en 1944<sup>4</sup> est bien mondiale mais elle n'est pas vécue, loin s'en faut, à l'identique partout. Sans doute, les cultures occidentales sont-elles plus sensibles que d'autres cultures au bouleversement en cours et conduites dès lors à l'interpréter dans un sens où se combinent l'angoisse et le pessimisme devant un monde finissant. Le paradoxe est connu. Alors que le monde affronte un processus généralisé d'occidentalisation, il n'est plus véritablement occidental-centré. L'Asie en particulier s'est érigée en nouveau pôle, redessinant ainsi la cartographie de la puissance. Le sentiment d'un monde chaotique est donc très inégalement partagé. S'il épargne ou effleure discrètement New Delhi, Pékin ou Brasilia, il sévit par contre dans un Occident en proie au doute.

Les idéaux de justice, de progrès, leur universalité aussi semblent pris de court devant des contestations dont le terrorisme constitue la forme la plus aiguë. Et s'il fallait hiérarchiser dans cet ensemble occidental, sans doute la France tiendrait-elle une des plus mauvaises places. Plus qu'ailleurs, pour des raisons liées en grande partie à la singularité de notre Histoire politique et intellectuelle, le sentiment d'un chaos s'y déploie. Le « mal être » hexagonal tient moins à la prétendue inadaptation de nos modes d'organisation qu'à une culture où, plus qu'ailleurs, ont été intériorisés, sur un mode cartésien, les postulats des Lumières et le sentiment d'incarner un universalisme. La crise du sens affecte donc beaucoup plus profondément notre identité d'autant que le statut international de la France est directement ébranlé par les redistributions en cours.

C'est pourquoi, la question des espaces chaotiques est indissociable de l'identité de l'observateur. Disons les choses de manière plus abrupte : le monde chaotique est d'abord une vision occidentale. Si l'unanimité se fait sur l'idée d'un bouleversement du monde, l'idée d'un chaos est beaucoup plus étroitement circonscrite. Elle n'en est pas pour autant sans importance dans la mesure où la représentation des choses influe directement sur les comportements et les politiques mises en œuvre, façonnant ainsi les changements en cours dans les relations internationales. La rhétorique du chaos n'est donc pas une simple analyse distanciée sur la réalité internationale mais aussi l'envers d'un idéalisme en cours dans le monde occidental. Ses effets, dangereux pour la sécurité globale, imposent un retour au réalisme classique afin de domestiquer tant bien que mal un monde par essence conflictuel.

### **Le chaos, symptôme de l'idéalisme.**

Que l'heure de gloire des Etats-Nations appartienne au passé relève du truisme. Sauf à s'aveugler sur les mutations de tous ordres qui ont affecté et affectent encore aujourd'hui les sociétés humaines dans leurs rapports internes et internationaux, aucune pensée rationnelle ne saurait se réfugier dans la dénégation. Mais de là à récuser tout ordonnancement dans le fonctionnement du monde, il existe une marge que le discours du chaos franchit avec allégresse. Sans doute serait-il erroné de discerner un pur machiavélisme à l'œuvre dans la perception d'un monde en proie à une anarchie indomptable. Les théories du complot sont toujours prêtes à l'emploi. Mais elles se révèlent d'une faible efficacité explicative.

Quel commun dénominateur entre le génocide rwandais, le mouvement des FARC en Colombie, l'affirmation d'Al Qaida, la prétention têtue de la Corée du Nord à se doter d'un arsenal nucléaire, l'anarchie des flux migratoires et les périls inhérents à la financiarisation de l'économie internationale ? Seul un esprit apte à une robuste simplification des choses peut dénicher un commun dénominateur dans l'hétérogénéité de ces faits sociaux. Alors ?

Le sentiment du chaos ne peut être dissocié de son moment historique. La guerre froide avait produit une sorte de léthargie intellectuelle en rendant compréhensible la totalité des relations internationales. Les conflits n'ont pourtant cessé de se multiplier en un demi-siècle à la périphérie du système international. Mais, au moins apparaissaient-ils intelligibles. De la guerre du Congo, des années 60 à celles d'Afrique australe quelque quinze années plus tard, de la guerre de Corée à celle des Six jours, de la baie des Cochons à la guerre des Malouines, aucun continent n'a échappé à la loi des conflits où se mêlaient ingrédients internes et déterminants internationaux. Seule une vision très déformée a pu les amputer de leur complexité. La mémoire est sélective et oublie volontiers que nombre d'entre eux ont perduré, parfois deux décennies comme en Angola, sans réellement trouver de solution.

Qu'est-ce que le monde d'aujourd'hui recèle de si nouveau pour que le sentiment du chaos puisse s'imposer ? La réponse tient à l'image idéalisée que l'Occident a projetée sur le monde de l'après-guerre froide. La démocratie de marché, selon la formule consacrée, a fait office de balise pour éclairer l'ère nouvelle qui s'ouvrait. Cette vision globale avait deux caractéristiques. Elle recouvrait d'abord l'ensemble de la réalité humaine, indiquant aux hommes comment ils devaient produire et échanger (l'économie) et comment ils devaient s'organiser et se gouverner (la démocratie). Mais elle se présentait aussi, et surtout, comme « *la fin de l'Histoire* », pour reprendre l'expression de Francis Fukuyama<sup>5</sup>. Nouvel horizon indépassable de l'humanité, elle mettait un terme, pour paraphraser Marx, à la longue histoire de l'homme aliéné. Enfin pouvait commencer à s'écrire la page de l'Histoire humaine. Ce que les marxistes et le mouvement communiste n'étaient pas parvenus à réaliser, les démocrates libéraux l'avaient fait. Fiat lux.

Comment dans ces conditions concevoir que des guerres puissent perdurer ? Que des violences éclatent ici ou là, s'enkystent et essaient ? Que des résistances aiguës, telles celle d'Al Qaida, puissent éclore ? Il y a là quelque chose de proprement impensable pour les tenants d'un monde nouveau fondé sur le principe de la liberté individuelle comme fondement du bien commun. Autant la guerre froide permettait de rationaliser les conflits en leur fournissant une explication, autant l'idéalisme universalisant de la démocratie de marché est impuissant à comprendre pourquoi les choses ne marchent pas conformément au dogme. Comment des hommes peuvent-ils renoncer à ce qui, par essence, est bon pour eux ? En fait, la certitude que la démocratie de marché constitue la solution finale aux problèmes rencontrés par les sociétés humaines empêche le monde occidental de penser les problèmes réels autrement qu'à travers le prisme de cette nouvelle idéologie qui tient davantage de la morale que de l'analyse. Tout ce qui n'obéit pas au principe ainsi énoncé ne peut par conséquent qu'être l'expression d'une irrationalité, d'un refus d'accepter ce qui pourtant s'impose comme une vérité absolue. Dès lors, s'employer à comprendre l'autre est un exercice vain puisqu'il n'y a rien à comprendre. Le devoir est de le convaincre.

On saisit mieux ainsi la bonne conscience empressée du monde occidental à diffuser ses préceptes. Les grandes institutions internationales, Banque Mondiale et FMI en tête, s'érigent en porte-drapeau du nouveau credo, invoquant, dans une novlangue que n'aurait pas reniée George Orwell, les vertus de la gouvernance<sup>6</sup>. Le mot n'est pas neutre. Sous une apparence technique, il synthétise le nouvel universalisme à l'œuvre : le primat du marché comme principe d'organisation de l'ensemble des activités sociales, la réduction de l'Etat à un instrument de régulation de l'économie, et la démocratie à une simple procédure vidée de tout choix essentiel. Paradoxalement, la démocratie de marché devient la négation même du politique, homogénéisant par décret toutes les sociétés humaines, destinées à un devenir historique identique. La diversité appartient au passé. Le futur sera unique. Muni de ce viatique à toute épreuve, les tenants de l'ordre nouveau peuvent ainsi se lancer à l'assaut du monde. Des résistances viendraient-elles à surgir ? Il convient de les mater en toute sérénité puisqu'elles incarnent par définition l'erreur. Le droit d'ingérence s'inscrit dans cette vision idéalisée d'un monde dont on croit détenir la clé du bonheur.

La politique américaine illustre de façon archétypique la propension à agir à l'extérieur sur la base de ces idéaux. Plus que toute autre, la philosophie politique des « néo-conservateurs » officialise le primat de la démocratie libérale comme principe conducteur de la politique étrangère menée par Washington, incarnée de façon emblématique par George Bush fils. La rhétorique des Etats voyous décrit de façon lumineuse le monde binaire tel qu'il découle mécaniquement de la nouvelle idéologie dominante. Ceux qui s'opposent ne peuvent être que mauvais. L'axe du mal, énoncé par les élites d'outre Atlantique, n'est pas un simple propos de circonstance, destiné à habiller une diplomatie guerrière. Le discours, contrairement à ce qui a pu parfois en être dit, ne relève pas de la forme. Le discours est le fond. Lorsque les Etats-Unis se lancent à l'assaut de l'Irak au nom de la nécessaire

démocratisation des pays arabes, il n'y a nulle duplicité dans leurs intentions. Qu'ils aient simultanément des intérêts pétroliers à faire valoir est incontestable. Il convient une nouvelle fois cependant d'éviter l'écueil de l'explication de la politique étrangère par l'économique. C'est bien l'idéologie qui prévaut et détermine leur action, au nom de la lutte contre un ennemi multiforme mais dont le dénominateur commun est de ne pas faire allégeance au nouvel ordre universel prométhéen. Le chaos désigne cet adversaire que l'on a renoncé à comprendre dans sa complexité. Le déni de la réalité se paye d'un prix et le monde chaotique que l'on s'emploie à abolir revient, tel un boomerang, au visage de celui qui s'est érigé en grand architecte de l'univers. Derrière le paravent du chaos s'avancent de fait les cohortes de l'Empire. Mais, loin d'ordonner le monde, elles s'instaurent en « *ordonnateur du désordre* » pour reprendre l'expression d'Alain Joxe<sup>7</sup>. En s'employant à éradiquer le chaos, on le crée.

### **Le retour du réel.**

En réalité, le chaos est une fiction. Le monde réel n'a pas soudainement changé de nature. Mais les équilibres sur lesquels il était fondé sont bouleversés. Les nouveaux principes ne sont pas hors de portée de l'esprit humain pour peu que celui-ci sache renoncer au rêve d'un monde sans conflits.

L'idéalisme qui sous-tend la pensée chaotique est dangereux car il exclut les instruments permettant d'obtenir une pacification relative des relations internationales. Encore faut-il ne pas se tromper de diagnostic. Raymond Aron, en son temps, avait montré comment l'idéalisme conduisait à l'impuissance. En renonçant à la force, l'idéaliste se liait les mains et se condamnait à la soumission. La nouveauté de l'idéalisme post-bipolaire réside dans le fait que le recours à la force fait partie de sa panoplie. Le paradoxe n'est qu'apparent. Dans la mesure où il s'agit d'une philosophie universelle de la fin de l'Histoire, fondée sur le postulat du bonheur de l'Homme, elle ne peut tolérer aucune dissidence. Mais, ce faisant, l'usage de la force multiplie les effets pervers. D'abord, chez les ennemis ou ceux qui sont désignés comme tels. Le but de guerre n'étant pas seulement la victoire militaire mais le renversement des pouvoirs en place, l'action entreprise vient buter sur les réalités internes aux sociétés et aux Etats que l'on veut transformer. Rien ne dit que l'aspiration démocratique soit partagée avec la même intensité, dans toutes les sociétés humaines. L'idéalisme pêche ici par ethnocentrisme, considérant que son modèle fait l'objet d'un désir unanime. La réalité irakienne ou afghane, ou encore somalienne, vient rappeler combien les modèles sociaux et culturels sont prégnants et peu propices à épouser d'emblée une formule politique dont l'Occident a elle-même accouché dans la douleur. Faute d'accepter que l'autre puisse être différent, qu'il puisse exister des civilisations diverses et potentiellement conflictuelles<sup>8</sup>, on se condamne à une tentative de transformation vouée à l'échec et à créer le chaos que l'on voulait précisément éviter. *Qui fait l'ange fait la bête*. Qu'est-ce qui est le plus « chaotique » en effet ? La

situation régionale dans le Golfe du temps de Saddam Hussein ou bien la même situation régionale postérieure à l'intervention américaine ?

Au-delà, l'idéalisme diffuse la dangerosité. Il pousse tous ceux qui sont étiquetés comme dissidents, et explicitement désignés comme tels, non à se soumettre au nouvel ordre universel mais au contraire à se prémunir contre ses interventions. Comment saisir les attermoissements et les manœuvres dilatoires de l'Iran ou de la Corée du Nord devant les ultimatums dont ils sont l'objet sinon par la crainte de tout perdre ? L'idéalisme en cours modifie en effet les règles du jeu diplomatique classique. On n'attend pas seulement de ceux qui incarnent le mal qu'ils plient face à l'injonction qui leur est faite - officiellement renoncer à l'arme nucléaire -, mais, au-delà, qu'ils abdiquent en renonçant à ce qu'ils sont. Face au rouleau compresseur de la démocratie de marché en dehors de laquelle il n'est point de salut, les résistances prolifèrent. Les figures de Kim Jong Il à Pyongyang ou de Mahmoud Ahmadinejad à Téhéran s'affichent comme les symboles d'un mouvement plus large et totalement hétérogène qui va des archéo ou néo-communismes asiatiques aux néo-populismes latino-américains, en passant par les islams politiques d'Afrique ou du Moyen-Orient. Leur commun dénominateur est le refus d'un ordre qui leur dénie implicitement toute spécificité et crée, derrière les mots, une nouvelle asymétrie.

Loin de renforcer ceux qui portent en avant les couleurs du nouvel universalisme triomphant, l'idéalisme, à l'épreuve des faits, les affaiblit. Rarement, en effet, les Etats-Unis n'auront mérité autant l'appellation de puissance impériale, suscitant un sentiment de répulsion à ce jour inégalé dans son ampleur. Car chacun des dissidents comprend que derrière les mots de l'idéalisme se cache un projet hégémonique au service d'une « hyper-puissance ». Le discours du monde chaotique apparaît trop comme une ruse des maîtres pour mieux asseoir leur emprise sur le monde, se retournant ainsi contre ceux qui cherchent à en assurer la promotion. La crise nord-coréenne ne connaît pas encore complètement son épilogue. Mais d'ores et déjà une chose est sûre : les Etats-Unis, au centre de la négociation il y a cinq ans, ont perdu la maîtrise du jeu au profit de la Chine et de la Corée du Sud. Leur dogmatisme les a conduits là où ils ne voulaient pas aller : dans une impasse qui obère leur capacité d'action globale. Ceux qui sont désignés comme les ennemis comprennent aussi que « l'hyper-puissance » est relative et ne peut mener de front plusieurs guerres dont la nature exige un déploiement sur le terrain d'hommes et de moyens matériels dans la longue durée. Nul n'est capable de fixer aujourd'hui le moment où interviendra le désengagement d'Afghanistan ou d'Irak. Le gendarme du monde n'ayant plus les moyens de concrétiser son idéalisme, ses adversaires se trouvent incités à lui résister d'autant plus que l'action extérieure est à géométrie variable. En vertu de quoi est-il légitime d'intervenir ici et pas là ? Pourquoi ne pas mettre sur pied une coalition aux fins d'abattre la délirante tyrannie de Robert Mugabe au Zimbabwe ou celle des généraux birmans ? Cruelle leçon pour ceux qui prétendaient abolir les fondements mêmes de la politique internationale. Le retour au réalisme s'impose à eux car, à dire vrai, le système international ne s'en est jamais véritablement écarté.

Les Etats et les nations constituent toujours les piliers des relations internationales. Ce que l'on a interprété comme un changement radical de paradigme dans la compréhension du monde s'est révélé une illusion. Que les interdépendances entre acteurs se soient multipliées, que le monde se soit *rétréci* sous l'effet des techniques, qu'un marché global unifie tendanciellement les économies, tout cela n'élimine pas la permanence du fait étatique et de la hiérarchie des puissances. Le monde qui émerge progressivement de l'après-guerre froide se caractérise en fait par deux processus : une redistribution de la puissance et un processus d'étatisation à peu près général.

Le premier phénomène est connu. La domination de l'Europe puis des Etats-Unis est en train de se clore tandis qu'émergent de nouvelles puissances qui sont appelées, chacune avec ses ressources, à exercer un rôle majeur dans le gouvernement des affaires mondiales. Elles ont pour nom Chine, Inde, Brésil...La liste n'est pas limitative d'autant que des puissances considérées il y a peu comme déclinantes à l'instar de la Russie disposent des atouts pour peser sur la politique internationale. La bipolarité était rassurante. La multipolarité est et sera plus complexe à réguler, mais c'est à cela que sert la diplomatie.

Le deuxième phénomène relatif à l'étatisation affecte pour l'essentiel les anciennes périphéries coloniales, notamment africaines. Il se manifeste par des crises étatiques, voire des effondrements d'Etats<sup>9</sup>, qui donnent le sentiment d'anarchie. En réalité, à travers les conflits et les guerres civiles qui s'y déroulent, un processus de construction et de consolidation étatique est à l'œuvre. Le mouvement est long, différencié, mais il s'inscrit dans un processus historique, selon lequel « la guerre fait l'Etat », déjà rencontré en Europe<sup>10</sup>. Que ces processus créent de l'instabilité est un fait. Il n'en demeure pas moins qu'ils sont parfaitement intelligibles et que leur règlement passe par des voies très classiques où la diplomatie, et éventuellement le militaire, ont tout leur rôle à jouer<sup>11</sup>.

\*

Le système international qui se dessine à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle apparaît si différent du modèle bipolaire qu'il peut-être tentant de le considérer comme chaotique. Il est paradoxal dans son architecture. D'un côté il se révèle plus interdépendant et homogène en raison de la généralisation des référents communs sous l'effet notamment de la globalisation technique et économique. D'un autre côté, il manifeste davantage d'hétérogénéité liée au nombre d'acteurs influents plus important que ce à quoi l'Histoire contemporaine, depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, nous avait habitués. Ce deuxième facteur crée un sentiment de dépossession chez les Occidentaux, notamment les Etats-Unis, menacés dans leur prétention hégémonique. Le discours du chaos est l'expression de cette mutation. Il n'est pas sans périls dans ses conséquences face aux défis qui se posent un peu partout. Il est surtout dangereux pour ceux qui s'en prévalent car il voile la réalité des rapports internationaux et se retourne contre leurs propres intérêts. Sans doute serait-il sain que le monde occidental, porteur de la modernité, se rappelle à lui-même que l'idéalisme n'est rien sans la contrepartie de la raison critique.

- <sup>1</sup> Bertrand Badie, Marie Claude Smouts, *Le retournement du monde*. Sociologie de la scène internationale, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques - Dalloz, 1992.
- <sup>2</sup> The tourist and the terrorist, in James Rosenau, *The study of global interdependence*, Londres, F. Pinter, 1980, pp. 73-105.
- <sup>3</sup> Nous empruntons l'expression à Zaki Laïdi, *Un monde privé de sens*, Paris, Fayard, 1994.
- <sup>4</sup> Karl Polanyi, *The Great transformation*, Boston, Beacon Press, 1944. L'ouvrage ne sera traduit en français que près de quarante ans plus tard, en 1983.
- <sup>5</sup> Francis Fukuyama, *La fin de l'Histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, Coll. Champs, 1993. « Il se peut bien, écrit notamment le philosophe et économiste américain, que ce à quoi nous assistons, ce ne soit pas seulement la fin de la Guerre Froide ou d'une phase particulière de l'Après-guerre, mais à la fin de l'Histoire en tant que telle : le point final de l'évolution idéologique de l'humanité et l'universalisation de la Démocratie libérale occidentale comme forme finale de gouvernement humain ». Certes, Fukuyama a quelque peu révisé ses thèses depuis 1993. Mais il n'en a pas moins développé une vision qui a légitimé, d'un point de vue académique, l'idéalisme dont se sont nourris notamment les néo-conservateurs américains.
- <sup>6</sup> Daniel Bourmaud, « Concept mou, idéologie dure. La gouvernance contre la démocratie représentative ? », in Slobodan Milacic et al., *La démocratie représentative devant un défi historique*, Bruxelles, Bruylant, 2006, pp. 77-94.
- <sup>7</sup> Alain Joxe, *L'empire du chaos*. Les Républiques face à la domination américaine dans l'après-guerre froide, Paris, La Découverte, 2004.
- <sup>8</sup> Samuel Huntington, *The clash of civilizations*, *Foreign affairs*, Été 1993, no 3. La thèse de l'auteur a beaucoup prêté à débats et à contestation. Au moins présente-t-elle le mérite de souligner la diversité d'un monde peu prédisposé à connaître la parousie de la fin de l'Histoire.
- <sup>9</sup> William Zartman, ed, *Collapsed States. The disintegration and restoration of legitimate authorities*, Boulder, Lynne Rienner, 1995.
- <sup>10</sup> Charles Tilly, « War making and state making as organized crime », in P.B. Evans et al., ed, *Bringing the State back in*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985.
- <sup>11</sup> La crise du Darfour fait partie de ces conflits qui défrayent la chronique et sont présentés souvent comme de nouvelles formes de 'conflictualité', selon le vocabulaire en cours. Pour une explication limpide de ce conflit voir Sylvie Brunel, *Pour comprendre le Darfour*, *L'Histoire*, mai 2007, no 320.